

# Accusations d'islamophobie contre des profs de l'IEP Grenoble : relaxe pour les étudiants

Par Le Figaro avec AFP  
Publié il y a 50 minutes



Les étudiants de l'Institut d'études politiques de Grenoble qui avaient accusé d'islamophobie deux de leurs professeurs ont été relaxés. PAUL CHOMARAT/PAUL CHOMARAT / PANORAMIC

Les étudiants de l'Institut d'études politiques de Grenoble qui avaient accusé d'islamophobie deux de leurs professeurs ont été relaxés par une instance disciplinaire, qui est allée à l'encontre des préconisations de la ministre de l'Enseignement supérieur, a annoncé l'IEP dans un communiqué.

La section disciplinaire de l'Université de Clermont-Auvergne, où avait été dépaysé le dossier, a relaxé jeudi 16 des 17 étudiants, un seul faisant l'objet d'une «*sanction d'exclusion temporaire prononcée avec sursis*», selon le communiqué de la direction de l'IEP, qui dit «*prendre acte*» de cette décision, révélé par *Le Monde* vendredi. Le communiqué, publié jeudi, ne précise pas les motivations de cette commission de discipline. Elles vont cependant à l'encontre de la position de la ministre Frédérique Vidal, qui avait appelé dans *Le Figaro* début mai l'IEP à «*sanctionner*» rapidement les étudiants qui avaient publiquement diffamé des professeurs, à l'appui des conclusions d'un rapport commandé sur l'affaire.

## «Maladresses»

Le 4 mars, des étudiants avaient placardé à l'entrée de l'institut des affichettes accusant nommément deux professeurs d'«*islamophobie*», relayées ensuite sur les réseaux sociaux par des syndicats étudiants, dont l'Unef (classé à gauche). L'affaire avait déclenché l'ouverture par le parquet d'une enquête pour «*injure publique*». Le gouvernement avait dénoncé la «*mise en danger*» des enseignants par ces étudiants, ciblant notamment l'Unef, qui avait reconnu une initiative «*maladroite et dangereuse*». «*Tous les acteurs de cette affaire ont commis des erreurs d'appréciation, des maladresses, des manquements et fautes plus ou moins graves*», soulignait ce rapport de l'inspection de l'Éducation nationale.

Mais pour l'inspection, les principaux coupables restaient les étudiants ayant taxé les deux professeurs d'«*islamophobie*» ou relayé ces accusations sur les réseaux sociaux. D'autant qu'elle indiquait n'avoir trouvé, au fil de son enquête, «*aucun témoignage permettant d'accréditer les rumeurs d'islamophobie*» des deux professeurs. Le 10 mars, la directrice de l'IEP,

Sabine Saurugger, avait *«condamné très clairement»* les affiches. Elle avait en revanche estimé que l'un des professeurs visés avait tenu des propos *«extrêmement problématiques»* sur l'islam.

À l'origine des accusations, on trouve notamment, en novembre et décembre 2020, un échange de mails véhéments à propos d'un cours sur l'islam entre un professeur d'allemand, dont le nom a été mentionné sur les affiches, et une historienne. Dans son communiqué jeudi, la direction dit espérer que ces décisions *«consolideront le dialogue constructif entamé avec l'ensemble des communautés de l'établissement depuis la rentrée»*. Elle *«défend fermement la liberté d'expression et la liberté académique, la liberté d'association et le droit syndical. Ces libertés sont également accompagnées de responsabilités individuelles que l'ensemble des membres de la communauté universitaire s'engage à respecter»*.